

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale  
relatif à l'exploitation de l'installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située  
sur la commune de La Rochelle, rue Elie Barreau, et exploitée  
par la société GODET FRERES COGNAC**

Le Préfet de la Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le récépissé de déclaration du 6 août 2004 délivré à la société Cognac Godet Frere, 34 quai Louis Durand, La Rochelle, pour l'exploitation d'un stockage d'alcools de bouche, de titre alcoométrique volumique (TAV) supérieur à 40 %, d'un volume de 412 m<sup>3</sup>, au lieu-dit « Fief du Cueil Est », rue des Vosges, La Rochelle ;

Vu le récépissé de déclaration du 30 avril 2010 délivré à la société Cognac Godet, 34 quai Louis Durand, La Rochelle, pour l'exploitation d'un stockage d'alcools de bouche, de titre alcoométrique volumique (TAV) supérieur à 40 %, d'un volume de 450 m<sup>3</sup> et d'une installation d'embouteillage d'une capacité journalière de 19 900 litres/jour, sur le site rue Elie Barreau, La Rochelle ;

Vu la preuve de dépôt d'une déclaration le 24 juillet 2024 de modifications des installations susvisées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 portant mise en demeure de la société GODET FRERES COGNAC pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de La Rochelle ;

Vu la décision d'examen au cas par cas de l'autorité environnementale du 7 octobre 2024 par laquelle le projet de la société GODET FRERES COGNAC relatif à l'augmentation de la capacité de stockage d'alcools de bouche du chai situé rue Elie Barreau à La Rochelle n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact ;

Vu la demande du 4 mars 2025, présentée par la société GODET FRERES COGNAC dont le siège social est situé à la Rochelle, 34 Quai Louis Durand, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située à la Rochelle, rue Elie Barreau ;

Vu le courrier préfectoral du 24 mars 2025 informant le pétitionnaire de la complétude et de la régularité de son dossier et du lancement de la phase d'examen et de consultation parallélisées ;

Vu les informations complémentaires apportées par le pétitionnaire à cette demande le 22 mai 2025 suite à la demande d'informations complémentaires formulée par l'inspection le 14 mai 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-17 à R.181-33-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision du 19 mars 2025 du président du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis de consultation du public par voie électronique transmis au pétitionnaire le 10 avril 2025 et portant l'organisation d'une consultation publique pour une durée de trois mois consécutifs du 5 mai au 5 août 2025 inclus sur la commune de La Rochelle ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes de La Rochelle et de L'Houmeau ainsi qu'en préfecture ;

Vu la publication du 18 avril 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre de consultation du public dématérialisé et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 12 août 2025 ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de L'Houmeau ;

Vu l'absence d'avis émis dans les délais impartis par le conseil municipal de la commune de La Rochelle et par le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet dédié à la consultation et sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 17 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 26 septembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel de l'exploitant du 26 septembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence d'activités tertiaires aux abords du site ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-17 à R.181-33-1, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime ;

## ARRÊTE

### TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GODET FRERES COGNAC, (SIREN 551 780 034), dont le siège social est situé à La Rochelle, 34 quai Louis Durand, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de La Rochelle, rue Elie Barreau (coordonnées Lambert 93 : X = 375 655 m et Y = 6 572 715 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
La Rochelle	BT 0827 – 0829 – 0831 – 0833 – 0835 – 0837 – 0839 – 0841-0970	ZA Les Rivaux Nord

##### Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

##### Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

#### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

##### Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
4755-2.a)	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants, présentant des propriétés équivalentes à des liquides inflammables de catégories 2 ou 3.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup></p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p>	Stockage d'eaux-de-vie repartit dans 3 locaux (détaillés à l'art. 1.2.2)	QSP = 1 048 ,9 m <sup>3</sup>	A

A : Autorisation

QSP : Quantité d'eaux-de-vie susceptible d'être présente

Elles relèvent également de la rubrique « loi sur l'eau » suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation, ouvrage, travaux ou activité	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales	Rejet d'eaux pluviales régulé via une noue d'infiltration et un bassin de gestion des eaux pluviales.	1,42 ha de surface de collecte des eaux pluviales	D

*D : Déclaration*

#### Article 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface	Modalités de stockage au sein d'une cellule	QSP
Chai 1 divisé en 2 cellules : 01-01 et 01-02	Cellule 01-01 : 289 m <sup>2</sup>	<u>Réservoirs fixes</u> : 1 tonneau en bois de 10 m <sup>3</sup> 29 cuves en acier inox de divers volumes <u>Récipients mobiles</u> : 18 GRV (grand récipient vrac) de 0,6 m <sup>3</sup>	428 m <sup>3</sup>
	Cellule 01-02 : 379 m <sup>2</sup>	<u>Réservoirs fixes</u> : 13 tonneaux en bois de 10 m <sup>3</sup> 5 cuves en acier inox de divers volumes <u>Récipients mobiles</u> : barriques, fûts en bois de divers volumes, stockés en racks	571 m <sup>3</sup>
Stockage de produits finis (PF)	600 m <sup>2</sup>	Zone de stockage en rack de produits finis localisé au sein du bâtiment principal comportant au maximum 86 palettes de PF de TAV > 40 % vol.	49,9 m <sup>3</sup>

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus et au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de situation annexé au présent arrêté.

#### Installations et équipements connexes

Désignation	Éléments caractéristiques
Bât. principal : zone matières sèches (MS) et produits finis (PF)	QSP de produits finis de TAV divers : 144 m <sup>3</sup> (incluant les PF de TAV > 40%) L'organisation des stockages est précisée à l'article 4.1.4.
Bât. de mise en bouteille (MEB) et de bureaux	1 local de mise en bouteille de 300 m <sup>2</sup> accueillant une ligne de production d'une capacité de 21 000 l/jour
Aire de chargement / déchargement d'alcools pour les camions-citernes	Implantée le long de la paroi Sud de la cellule 01-01, sur une surface de 60 m <sup>2</sup>
Quai de chargement / déchargement des MS et PF	Implanté sur la paroi Nord du bât. principal

Désignation	Éléments caractéristiques
Local de charge des engins de manutentions	1 local au sein du bât. principal accueillant 3 postes de charge totalisant une puissance de 7 kW
Groupe froid	34 kW – 5,5 kg de gaz – associé à une cuve d'eau de 20 m <sup>3</sup>

## CHAPITRE 1.3 CONDITIONS GÉNÉRALES

### Article 1.3.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers de référence<sup>1</sup>, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

### Article 1.3.2 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

### Article 1.3.3 Implantation

Le chai 1 est implanté à une distance minimale de 13,4 m des limites de l'établissement et à une distance minimale de 20 m des autres bâtiments de l'établissement.

Le bâtiment principal affecté au stockage des MS et PF est implanté :

- Côté Ouest : à une distance minimale de 15 m des limites de l'établissement et longé par un merlon d'une hauteur minimale de 3,2 m sur toute la longueur de sa paroi Ouest. Ce merlon fait l'objet d'entretiens et de vérifications périodiques visant à garantir son intégrité et sa fonction dans le temps.
- Côté Sud : à une distance minimale de 8,4 m des limites de l'établissement.

### Article 1.3.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

<sup>1</sup> l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties



- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune du réseau	Prélèvement maximal
Réseau d'alimentation en eau potable	La Rochelle	2 000 m <sup>3</sup> /an

### CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

#### Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux pluviales non souillées et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées (eaux de voiries et des aires de chargement/déchargement) ;
- les **eaux polluées** (eaux de lavage, etc.) ;
- les **eaux de purge des circuits de refroidissement** ;
- les **eaux d'épaulement** (eau utilisée pour vérifier la contenance des barriques, tonneaux et cuves) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches, de cantine, etc.) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt n°1	X = 375 670,2 m Y = 6 572 665 m (sortie séparateur eau/HC)	Eaux pluviales de la partie Nord-Est	Milieu naturel (noue d'infiltration Est)	Calcaires et marnes du jurassique supérieur de l'Aunis libres - FRGG106
Pt n°2	X = 375 604,5 m Y = 6 572 618,3 m (arrivée dans la noue Sud)	Eaux pluviales de la partie Sud	Milieu naturel (noue d'infiltration Sud)	

### CHAPITRE 2.3 LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS

#### Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencé n°1 (sortie séparateur eau/hydrocarbures) et n°2 (arrivée dans la noue Sud)

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 (sortie séparateur eau/hydrocarbures)
		Concentration maximale
MES	1305	100 mg/l
DBO5	1313	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

### Article 2.3.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
1 et 2	MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux	1305, 1313, 1314 7009	Prélèvement continu d'une demi-heure, ou deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure (en temps de pluie)	Annuelle

## TITRE 3 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

### CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

#### Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Chai 1	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 9 m.	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	Séparation du chai en deux cellules par une paroi REI 240 avec acrotère dépassant d'au moins 1 mètre la couverture de toiture. Sans porte de communication entre les cellules séparées par la paroi.
Bâtiment principal : zone MS et PF	Sols en matériaux incombustibles Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Mur extérieur Est de séparation avec le bât. MEB et bureaux : REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 5,5 m.	Porte de communication avec le bât. MEB et bureaux : EI 120 (porte coupe-feu 2h à fermeture automatique sur détection incendie)	Néant

L'exploitant s'assure que les dispositions constructives de ces bâtiments visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du stockage couvert, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 4.1.2 Désenfumage

Les cellules de stockages d'eaux-de-vie 01-01 et 01-02 (chai 1) ainsi que le bâtiment principal affecté au stockage des MS et PF sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque cellule de stockage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis la cellule de stockage.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues de la cellule de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

Au moins 50 % des DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;



- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Ainsi, 50 % de la surface utile nécessaire peut être constituée de matériaux légers fusibles à la chaleur.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

#### **Article 4.1.3 Organisation des stockages dans le chai 1**

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les cellules ou zones de stockage permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, les cellules 01-01 et 01-02 respectent les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 2,5 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun récipient ou réservoir de stockage d'eau-de-vie n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale.

#### **Article 4.1.4 Organisation des stockages de MS et PF dans le bâtiment principal**

I. Le stockage des matières sèches et produits finis dans le bâtiment principal respecte l'organisation et les caractéristiques suivantes :

Désignation de la zone	Surface maximale de la zone	Hauteur maximale de stockage	Autres caractéristiques
Stockage en masse n°1	400 m <sup>2</sup>	4,5 m	Au moins 3 îlots séparés d'au moins 1 m
Stockage en rack (PF)	600 m <sup>2</sup>	10 m	-
Stockage en masse n°2	200 m <sup>2</sup>	4,3 m	-

La zone de stockage en masse n°1 et la zone de stockage en rack sont séparées entre elles par une allée d'au moins 8 m de large.

#### **Article 4.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations**

I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

III. La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie ci-après respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;

- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

**IV.** L'installation dispose d'une voie « engins » permettant la circulation sur au moins un demi-périmètre des cellules 01-01 et 01-02.

La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.

La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

**V.** A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des cellules de stockage par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum sans avoir à parcourir plus de 60 m.

#### **Article 4.1.6 Mise en station des échelles**

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes, selon les caractéristiques techniques en vigueur.

Ces voies « échelles » sont identifiées et matérialisées sur site.

#### **Article 4.1.7 Capacité des rétentions**

Les cellules de stockage d'eaux-de-vie 01-01 et 01-02 (chai 1), leur aire de chargement/déchargement et la zone de stockage de produits finis sont associées à une capacité de rétention étanche déportée commune d'au moins 600 m<sup>3</sup>.

#### **Article 4.1.8 Gestion des rétentions et des stockages associés**

Les dispositions prévues au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les rétentions et les zones de collecte associées font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

#### **Article 4.1.9 Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux en bois et cuves inox**

L'exploitant met en œuvre les dispositions spécifiques aux réservoirs prévues au III de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

#### **Article 4.1.10 Dispositions spécifiques aux écoulements accidentels recueillis dans le chai 1**

Les dispositions prévues au IV de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les écoulements recueillis dans le chai 1 sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 150 m<sup>3</sup> permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; en particulier lorsque plusieurs zones à risque sont

associées à un même réseau de collecte des écoulements accidentels, des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.) sont judicieusement placés afin d'éviter toute propagation par le réseau de vapeurs ou d'effluents enflammés entre les installations ;

- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m<sup>2</sup> au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- canaliser, par zones de collecte n'excédant pas 250 m<sup>2</sup>, les écoulements accidentels par des rigoles, murets, bosselages,... sur l'ensemble de la surface de la cellule de stockage ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. La cuvette de rétention et la fosse d'extinction sont situées à plus de 15 m des limites du site.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 h.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction.

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans une cellule en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- le cas échéant, un contrôle bimensuel du maintien en eau des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.),
- un contrôle visuel annuel des ouvrages,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux enterrés par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

#### **Article 4.1.11 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses**

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses prévues au V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

#### **Article 4.1.12 Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation**

Les dispositions prévues au VI de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'aire de chargement/déchargement d'alcools en vrac est matérialisée au sol. Elle est réservée uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation du chai 1.

Elle est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

La surface de l'aire de chargement/déchargement d'alcools en vrac est au maximum de 60 m<sup>2</sup>.

#### **Article 4.1.13 Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie**

Les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La capacité de rétention déportée de 600 m<sup>3</sup> définie à l'article 4.1.7 constitue également le dispositif de confinement dimensionné conformément à l'article 26 bis susvisé.

Pour autant, en cas de débordement de cette capacité de rétention déportée, les écoulements sont canalisés vers la noue d'infiltration Est.

### **CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS**

#### **Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant en page 119, § I.II.3, de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

#### **Article 4.2.2 Contrôle des accès**

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### **Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre**

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles (y compris les racks métalliques) doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

#### **Article 4.2.4 Installations électriques**

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.



Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

#### Article 4.2.5 Événements

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{Ufb}{3600 Cd} * \left( \frac{Pair}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

Pair : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m<sup>3</sup>).

Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

Ufb : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$Ufb = 70900 * Aw^{0,82} * \frac{Ri}{Hv} * \left( \frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

Aw : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

Hv : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

### CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

#### Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre, sur l'ensemble des bâtiments à risques d'incendie, les dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

#### Article 4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ou plusieurs réserves d'eau totalisant un volume minimal de 420 m<sup>3</sup>, situées à l'angle Nord-Est de l'établissement et associée à 4 aires de stationnement pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque cellule ou zone de stockage d'eaux-de-vie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;



- les cellules de stockage d'eaux-de-vie 01-01 et 01-02 (chai 1) ainsi que la zone de stockage de produits finis sont chacune équipées d'au moins deux extincteurs sur roues de 50 kg.

---

## **TITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES**

---

### **CHAPITRE 5.1 CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **CHAPITRE 5.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

### CHAPITRE 5.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie de La Rochelle et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de La Rochelle pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-18 du Code de l'environnement, à savoir : les communes de La Rochelle et de L'Houmeau, ainsi que la Communauté d'Agglomération de La Rochelle ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

### CHAPITRE 5.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Maire de La Rochelle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GODET FRERES COGNAC et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le 6 OCT. 2025

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON

